



ARRÊTÉ N° 2021 - 92

Réglementant la circulation et le stationnement
au droit du 1 rue de la Vendée
pendant des travaux de réparation et de ré-aiguillage
entre la chambre A4 n°146 / 49299 et la sortie GC
arrivant sur la façade,
réalisés par CIRCET pour le compte d'ORANGE

Le Maire de la Commune de ST LEGER SOUS CHOLET,

VU l'ordonnance 59.115 du 7 Janvier 1959 relative à la voirie des Collectivités Locales,

VU le décret 64.262 du 14 Mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,

VU l'arrêté préfectoral D2.65.219 du 12 Février 1965 portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales,

VU la loi modifiée 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code de la voirie routière,

VU le Code des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213, 1 à 7.

VU la demande en date du 4 juin 2021, présentée par Madame Laetitia BORDAGE de l'entreprise CIRCET, ZA de la Fontaine, 75 rue de Pierre Arnaud 44150 ANETZ, pour le compte de Monsieur Claude GUILLOUCHE de l'entreprise ORANGE, 1 rue de la Chanterie 49124 SAINT BARTELEMY D'ANJOU, tendant à obtenir l'autorisation de réglementer la circulation et le stationnement au droit du 1 rue de la Vendée pendant des travaux de réparation et de ré-aiguillage entre la chambre A4 n°146 / 49299 et la sortie GC arrivant sur la façade,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

A compter du 21 juin 2021 et jusqu'à la fin des travaux, les conditions permanentes de circulation et de stationnement sont temporairement modifiées au droit du 1 rue de la Vendée, considérant l'empiètement des travaux sur le trottoir et la chaussée :

- Stationnement interdit au droit du chantier
- Utilisation de panneaux « empiètement sur chaussée »

ARTICLE 2 :

La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre 1 – 4ème partie (signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 et livre 1 – 8ème partie (signalisation temporaire) approuvée par les arrêtés interministériels des 5 et 6 /11/1992. La signalisation de chantier sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3 :

Le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour la sécurité des piétons et des automobilistes pendant la durée d'occupation du domaine public. Il faudra sécuriser le cheminement des piétons qui ne devra pas se faire sur la voirie.

ARTICLE 4 :

Le passage des véhicules de secours et de service public ne devra pas être entravé.

ARTICLE 5 :

Le demandeur devra procéder aux manœuvres en toute sécurité et s'assurer que le trottoir et la chaussée restent toujours propres.

ARTICLE 6 :

Le demandeur sera chargé de prévenir les riverains des perturbations de circulation et de stationnement occasionnées.

ARTICLE 7 :

En cas de dégradation de la chaussée et du trottoir, ils devront être remis en état au frais du pétitionnaire.

ARTICLE 8 :

La présente autorisation est accordée à titre personnel. Elle ne peut être ni cédée, ni louée, ni prêtée. La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable.

ARTICLE 9 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 10 :

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier ainsi que dans la commune de St Léger sous Cholet.

ARTICLE 11 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de la publication de cette décision.

ARTICLE 12 :

- M. le Directeur Général des Services de la Mairie,
 - Mme Laetitia BORDAGE, CIRCET-ANETZ
 - M. Claude GUILLOUCHE, ORANGE-SAINT BARTHELEMY D'ANJOU
 - M. le Commandant de la Brigade Territoriale Autonome de Sèvremoine,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie leur sera adressée.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
A ST LÉGER SOUS CHOLET, le 8 juin 2021
Le Maire, Jean-Paul OLIVARES

Publié et/ou notifié
le 8 juin 2021

